

Présentation du Programme concerté Bénin : Programme concerté d'appui à la mise en œuvre de la Décentralisation au Bénin (PAMOD – Bénin)

Historique

A l'occasion de la VIII^e session de la Commission mixte franco-béninoise, en mai 2004, les Etats béninois et français entérinaient la volonté des collectivités locales béninoises et françaises de porter leurs efforts en priorité sur le **renforcement des capacités d'exercice des nouvelles compétences des communes béninoises** et acceptaient de cofinancer les éventuelles initiatives collectives qui rentreraient dans ce cadre.

Lors d'une mission collective du groupe-pays Bénin de Cités Unies France, en mai 2005, à Cotonou, des **ateliers de travail** regroupant une trentaine d'élus et administratifs, à l'ANCB (Association Nationale des Communes du Bénin) et avec des représentants de la MCL (Maison des Collectivités Locales), organisés sur deux jours, ont permis de dégager les thématiques d'échanges prioritaires suivantes : la communication extérieure, la communication « intérieure » (élus-techniciens, maire-élus, travail des services), le développement économique local. L'intercommunalité a été ajoutée à ces priorités en raison de la montée en puissance de ce concept dans le paysage béninois.

Les discussions se sont poursuivies pendant plus d'un an, pour aboutir à l'idée de deux voyages d'études, autour des thématiques précitées : l'un en France, en mars 2007, puis l'autre au Bénin, en 2008 (pressenti en mai), avant d'aboutir à la tenue des premières Assises de la coopération décentralisées franco-béninoises en 2009, qui capitalisera le travail effectué.

Concrètement, Rosny-sous-Bois a accepté d'être le « chef de file » du programme et a déposé une demande de cofinancement pour 2007, auprès du SGAR d'Ile-de-France, l'idée étant, en accord avec le ministère des Affaires étrangères (DAECL), de renouveler, au besoin, les demandes de co-financements chaque année. Sur un budget total de 57.485 Euros, 23.000 Euros ont été demandés et obtenus en cofinancement. Au Bénin, c'est Porto Novo qui joue le rôle de « chef de file » ; l'animation s'effectuant autour de l'ANCB qui œuvre comme secrétariat et ensemblier.

Chaque collectivité française participante a contribué à hauteur de 5000 Euros au programme, à part Echirolles, dont la situation hors Ile-de-France laissait à penser qu'elle ne bénéficierait pas d'autant de visibilité dans le programme (3000 Euros). Une convention a été signée entre chaque collectivité française et la collectivité chef de file, ainsi qu'une convention pour certains aspects logistiques entre Rosny-sous-Bois et Cités Unies France.

Mise à part les collectivités, les institutions suivantes ont été impliquées : en France, l'Ambassade du Bénin, la Délégation à l'Action extérieure des Collectivités locales (DAECL) et le Bureau de la modernisation de l'Etat et de la Gouvernance locale (DPDEV/GML) ; au Bénin, l'Ambassade de France, la DICODAH (Direction de la Coopération Décentralisée et de l'Action Humanitaire), la Maison des collectivités locales précitée.

Les collectivités participantes au programme :

Créteil (94)	- Cotonou (Littoral)
Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise (95)	- Porto Novo (Oueme)
Echirolles (38)	- Houeyogbe (Mono)
Montgeron (91)	- Grand Popo (Mono)
Rosny-sous-Bois (93)	- Cotonou. (Littoral)

Le programme concerté est construit de la sorte que toute collectivité française le souhaitant peut le rejoindre à tout instant. La volonté est aussi de dépasser la relation de « binôme », propre

de la coopération décentralisée pour pouvoir mener des actions qui bénéficient au-delà des collectivités – sœurs.

Premier séminaire d'échange

La première semaine d'échange a été organisée du 10 au 18 mars 2007, en Ile-de-France. Le programme de cinq jours a compris une journée d'accueil et de présentation du programme, à Rosny-sous-Bois, trois journées sur chacune des trois thématiques identifiées, comprenant chacune une présentation d'une ville française et d'une ville béninoise du thème, des visites de terrain autant que possible et un travail en ateliers, restitué en fin de journée par un binôme de rapporteurs franco-béninois. Montgeron a accueilli le thème de la communication externe, Créteil celui de la communication interne et la CA de Cergy Pontoise, celui de l'intercommunalité et du développement économique. La dernière journée a été consacrée à un bilan général de la semaine, travaillé en deux sous-groupes avec des animateurs extérieurs (issus du Partenariat pour le développement municipal -PDM et du CIEDEL) puis une restitution générale ouverte à l'ensemble des membres du groupe-pays et partenaires intéressés. Ce dernier moment a rassemblé 70 personnes ; tout au long de la semaine, plus d'une centaine de personnes ont participé aux échanges.

La délégation de 14 béninois composé de représentants des 4 communes impliquées (élus et administratifs), de l'ANCB, de la MCL et du DICODAH a par ailleurs participé à une séance du conseil municipal (Rosny). Lors de la première journée, une conférence ludique sur la communication interculturelle a été organisée. Enfin, une réunion a eu lieu avec le cabinet de la ministre, déléguée à la Coopération et à la Francophonie.

Perspectives

Dès 2007, il s'agit de faire le bilan, de capitaliser sur ce premier séminaire : quels en sont les acquis ? Comment améliorer une telle rencontre ? Comment intéresser des collectivités ne faisant pas parties du programme ? Quels sont les résultats tangibles une fois le moment de l'échange terminé ? Par ailleurs, le groupe-pays Bénin suit avec attention la mise en place de la seconde phase du programme d'appui à la décentralisation de l'Union européenne, qui prévoit un appui direct aux communes et à l'ANCB (programme PACTE).

Le « séminaire retour » sera organisé après les élections municipales béninoises et françaises, probablement fin mai 2008. Son déroulé sera laissé à l'appréciation de la partie béninoise, sachant que les mêmes thématiques seront abordées. Ce séminaire sera également l'occasion d'aborder la question du rôle d'une association nationale d'élus locaux dans un programme comme celui-ci. Par ailleurs, la participation au programme concerté en 2008 devrait s'avérer bien moins coûteuse qu'en 2007, car elle prendra la forme d'une mission commune et de la participation à des réunions préparatoires et de suivi. Aucun nouveau dossier de cofinancement sera déposé pour 2008.

Il s'agira enfin de tracer les grandes lignes des Assises de la coopération décentralisée en 2009. En particulier, une meilleure articulation avec les autres initiatives de coopération décentralisée européennes pourra être recherchée.

Le groupe pays Bénin est présidé par Georges Aurore, maire adjoint à la ville de Créteil
Contact : Astrid Frey, chef de projets au pôle Afrique à Cités Unies France : +33 1 53 41 81 96
a.frey@cites-unies-france.org .